PREMIÈRE ANNÉE. — N° 6. 19 FÉVRIER 1908.

l'Action Directe

Organe Hebdomadaire paraissant le Mercredi

LE NUMÉRO 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : FRANCE 3 mois..... 1 50 — 6 mois..... 3 » — 12 mois..... 6 »

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 122, Quai Jemmapes, PARIS (X^e^)

ABONNEMENTS : EXTÉRIEUR 3 mois..... 2 » — 6 mois..... 4 » — 12 mois..... 8 »

LE NUMÉRO 10 CENTIMES

L'AFFICHE

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

GOUVERNEMENT D'ASSASSINS !

Le gouvernement va de crimes en crimes !

Après les persécutions odieuses contre la Classe Ouvrière, après les révocations de fonctionnaires, après la honte des scélératesses policières, après les procès infâmes de Paris, de Nantes, de Saint-Claude... **la Tuerie !**

C'était l'aboutissant fatal :

Après la boue... le sang !

Les évènements se précipitent dans le Midi : aux meetings monstres où, par centaines de mille, les viticulteurs ont clamé leur détresse, ont succédé les grèves des municipalités et de l'impôt.

Le gouvernement a répondu par des coups de force ! par la mobilisation !... Et une des premières victimes des soldats français a été un militant de la Bourse du Travail de Narbonne.

Gendarmes et soldats ont tiré... Peu nous importe qu'ils aient tué *avec* ou *sans* sommations : *l'assassinat reste l'assassinat.*

Ils ont fusillé !

Cependant, au milieu de ces horreurs, un réconfort nous vient : *dans un sursaut de conscience, un régiment, le 17e de ligne, a mis crosse en l'air.*

Ce geste ne pouvait, au moment où il s'est produit, qu'être momentané. Mais, tel quel, il est la justification de notre propagande antimilitariste : les paysans du 17e ont compris combien nous avons raison de proclamer que la Bourgeoisie ne maintient l'armée que pour la guerre à l'intérieur.

Sans nous attarder aux causes et à l'objet qui mettent en révolte le Midi, il faut reconnaître que cette ébullition formidable est annonciatrice de l'effondrement d'une Société d'exploitation et de spéculation, où l'excès d'abondance accentue la misère des producteurs.

A ce soulèvement, le gouvernement — quoique formé de radicaux-socialisants — a répondu comme tous les gouvernements répondent aux réclamations populaires :

Par la Fusillade.

Et le Parlement que la peur tient au ventre... Ce Parlement qui synthétise la frayeur de la Bourgeoisie dirigeante, a donné un blanc-seing au trio sinistre qui symbolise le Pouvoir :

à Clémenceau-Briand-Viviani.

Puis, pour désorienter la masse populaire, les reptiles aux gages du Pouvoir agitent le spectre de la réaction. Que pourraient donc faire de plus que Clemenceau et Picquart, un Thiers, un Dupuy, un Gallifet ?

Ne nous laissons pas prendre à ces mensonges ! La révolte du Midi est liée au mouvement syndicaliste de la Classe Ouvrière. Les viticulteurs, s'inspirant de nos formes d'action, de nos méthodes de lutte, — qui sont créatrices de l'avenir, — en ont reconnu et en proclament la valeur.

Et cette communauté dans les moyens d'action doit provoquer dans la Classe Ouvrière la sympathie et la solidarité que méritent les victimes de la répression gouvernementale.

La *Confédération Générale du Travail*, frappée dans ses militants, en appelle à la Classe Ouvrière pour que l'indignation légitime contre les crimes du Pouvoir ne se limite pas aux protestations en faveur de nos camarades, mais s'étende aux paysans du Midi.

Préparons-nous donc à donner à nos protestations le caractère que nécessiteront les circonstances.

LE COMITÉ CONFÉDÉRAL.

LE PROCÈS

Cette affiche a été apposée dans toute la France, à la suite des tueries de Narbonne. Elle est signée le « Comité Confédéral ».

Le Ministre de la Guerre demanda au Parquet de poursuivre sous prétexte d'injures à l'armée. Le 27 juin, l'instruction était ouverte pour ce prétendu délit, frappé d'un *maximum d'un an de prison*. Cela sembla insuffisant à Clemenceau qui ordonna au Parquet d'ouvrir une nouvelle instruction pour un nouveau délit — qu'on n'avait pas découvert huit jours avant dans les mêmes phrases — et on poursuivit pour « Provocations à la Désobéissance », délit frappé d'un maximum de cinq ans de prison.

Trois phrases sont visées. Depuis « gendarmes et soldats ont tiré »... jusqu'à « saus nous attarder aux causes et à l'objet »..., etc.

La C. G. T. donna au juge d'instruction les noms des 77 membres du Comité Confédéral, auteurs responsables de l'affiche.

Seuls 12 d'entre eux furent interrogés et restent impliqués dans les poursuites actuelles.

Pourquoi ?

Parce que ces 12 ont semblé à Clemenceau plus au courant de l'organisation confédérale. La plupart d'entre eux sont secrétaires de Fédérations.

Clemenceau a donc voulu poursuivre son plan : Détruire la Confédération Générale du Travail.

Dans l'incohérence gouvernementale, une idée fixe a toujours persisté : la C. G. T. pour Clemenceau, est un organisme centralisateur qu'il faut détruire. Or, pour détruire un organisme centralisé, il suffit de supprimer sa tête. D'où les poursuites actuelles.

Ce procès des « douze » est une tentative de désorganisation ouvrière, après d'autres tentatives ; il vient à la suite d'une série de manœuvres sur la canaillerie desquelles nous ne voulons pas insister et qui sont encore présentes à la mémoire de tous les militants.

Ce fut d'abord la tentative du Complot de mai 1906. Après une campagne d'apeurement, montée à grands frais par la Presse quotidienne, Monatte, Griffuelhes, Lévy furent arrêtés en même temps que le marquis de Beauregard. Paris fut rempli de soldatesque. Les patrouilles sillonnèrent les rues.

L'histoire du complot finit dans le *ridicule* et Clemenceau dut battre en retraite, piteux et confus. Le Parquet abandonna les poursuites sans même interroger les inculpés.

Jamais on ne vit gouvernement pareillement cynique. Le coup mal monté n'ayant pas réussi, Clemenceau eut recours à d'autres moyens. Les préfets reçurent l'ordre d'intervenir auprès des municipalités pour faire supprimer par celles-ci les subventions affectées aux Bourses du Travail. Les municipalités furent en outre obligées de donner le détail de l'affectation des sommes versées par elles aux Bourses.

Les radicaux et certains socialistes exultaient. Successivement les Bourses de Grenoble, Périgueux, Villeneuve, Saint-Nazaire, Rouen, Agen, Dijon, Fougères, virent leurs subventions supprimées.

Cela était encore insuffisant. L'agitation qui précéda le 1er mai 1906 persistait. De nombreuses réunions de propagande s'organisaient. Clemenceau tenta de supprimer ce droit de réunion. A la suite de l'intervention *avouée* du gouvernement, les salles de réunions furent refusées aux militants. Les grévistes de la voiture, les infirmiers de Paris en furent victimes de même que les camarades de Grenoble.

Les mouchards entrèrent en scène, et c'est pour des phrases relevées par des mouchards dans diverses réunions que Lévy, Bousquet, Marck et Yvetot, etc., furent condamnés.

Dernièrement, on fit plus. La police poussa l'infamie jusqu'à perquisitionner des militants — sous prétexte d'inculpation de délits de droit commun.

Pour saisir chez Noblet les correspondances syndicales, on l'inculpa dans une affaire de vol. On arrêta Métivier et autres camarades à Provins, sous prétexte de cambriolage. Ces militants furent immédiatement relâchés.

Aujourd'hui, c'est le procès des 12, inculpés pour avoir dit ce que tout le monde a pensé. Ce procès est honorable. Il est à présumer, en effet, que si le Gouvernement n'avait pas inculpé ces militants à propos des assassinats de Narbonne, les mouchards auraient fait des faux, sur lesquels le parquet eût engagé des poursuites.

Le faux est l'arme habituel du Gouvernement Clémenceau, arme digne de l'homme de Cornelius Herz, arme contre laquelle la lutte est difficile.

Mais, au fait, à quoi peut aboutir ce Gouvernement ?

Croit-on vraiment que la disparition de ces militants puisse détruire l'organisation ouvrière ! Clémenceau a, de de cete organisation, une idée jacobine. Il confond autonomie et fédéralisme avec autorité et centralisation.

Malgré l'opposition gouvernementale, malgré les arrestations arbitraires et les crimes policiers, les honteuses manœuvres, la propagande s'intensifie. Tous les jours, de nouveaux groupements se créent, de nouveaux syndicats se fédèrent, de nouveaux adhérents pénètrent dans les syndicats. Ce ne sont pas les procès et les condamnations des militants qui arrêteront le syndicalisme, force économique que ne comprend pas le cerveau des politiciens à la Clemenceau.

Non, les gouvernements, plus ou moins cyniques, les appétits policiers plus ou moins malpropres, s'y heurteront.

Mais cette lutte n'est-elle pas belle et intéressante, qui montre de plus en plus, tous les jours, que le triomphe de la République n'est que le triomphe de la mouche républicaine, et que contre les organisations ouvrières, les radicaux emploient de plus vils procédés que l'Empire ?

Le procès de demain sera un épisode de cette lutte de la politique contre les organisations ouvrières — de la politique honteuse d'un Clemenceau, d'un ministre de la République, dont l'Empire lui-même répudierait les procédés — contre 12 représentants des organismes ouvriers et du syndicalisme révolutionnaire.

Que pouvons-nous attendre du jury ? Demain nous le dira. Nous sommes certains que nos camarades sauront démasquer à la classe ouvrière les procédés et les vues des hauts et bas mouchards de la Démocratie républicaine.

L'ACTION DIRECTE.

UN SIMPLE MOT

à Paul LAFARGUE

Dans le *Socialisme* du 9 courant, qui m'a été communiqué, Paul Lafargue me demande « de raconter pourquoi, après sa tentative de prise d'armes révolutionnaire, Cafiero, qui avait un culte pour Bakounine, l'expulsa brutalement de la villa qu'il avait achetée et meublée pour le loger ».

La polémique se comprend entre vivants, les morts appartiennent à l'histoire, et leurs actes doivent être étudiés et exposés conformément aux méthodes de la critique historique, et avec le seul désir de connaître et de faire connaître la vérité. Les incidents auxquels fait allusion Lafargue sont d'ailleurs trop complexes pour pouvoir être narrés en un article de journal.

Mais que Lafargue ne croie pas que je me dérobe à sa question. Je pense que rien de la vie de Bakounine ne doit rester dans l'ombre. L'épisode de la *Baronata* (la villa achetée par Cafiero en 1873 pour Bakounine) est raconté dans tous ses détails au tome III de mon ouvrage *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, qui va être mis sous presse. Dans le courant de cette année, Lafargue pourra le lire.

James GUILLAUME.

LES MOUCHARDS DE LA RÉPUBLIQUE.

La classe bourgeoise possède enfin le gouvernement qu'il lui fallait. L'étiquette radicale satisfait sa pudeur sentimentale, la réalité autocratique, son besoin de digérer tranquillement.

Comme le dit si bien le très éminent sociologue marquis Gérault-Richard, tout consiste en une bonne digestion.

Clemenceau assure à nos financiers, une digestion facile. Rien ne l'arrête. Après Narbonne, Raon-l'Etape, des assassinats, les procès monstrueux d'Yvetot, Marck, Lévy, les arrestations arbitraires, les basses complaisances aux policiers du tsar, le gouvernement n'avait pas donné sa mesure. Notre camarade Collongy vient d'être condamné à 2 ans de prison, pour avoir reproduit un article dont l'auteur est déjà condamné ; 12 membres du comité confédéral sont poursuivis pour une affiche signée de 77 noms et dont 77 camarades déclarent prendre l'entière responsabilité.

Au temps du Dreyfusisme... où les « honnêtes gens », que sont nos ministres actuels avaient des ressauts de conscience... au temps de Dupuy, de Méline, des protestations eussent éclatés. Ni Méline, ni Dupuy n'auraient osé le dixième de ce que fait Clemenceau !

Ils digèrent, aujourd'hui, nos bourgeois sentimentaux d'hier. Battage, l'affaire Dreyfus. Battage, les allures de libertaires qu'on se donnait en ce temps-là... battage pour atteindre le pouvoir.

L'affaire Dreyfus est terminée ; Clemenceau est ministre, Picquart général... Fournière professeur « de Démocratie » à Polytechnique.

A la politique des affamés, fait suite la politique des satisfaits — des petits profits comme dit Fournière, cette politique à laquelle nous devons les libertés de la presse, d'association, de réunion ! (Discours après banquet prolétarien !)

Fournière, socialiste très unifié craint l'abandon des vieilles tendances. C'était si bon les petits profits ! Fournière veut encore en profiter. Il doit avoir envie d'une chaire au Collège de France...

Oser rappeler la liberté de la Presse en France, après les procès scandaleux intentés à nos camarades antimilitaristes, après la dernière condamnation de Collongy — oser parler de liberté d'association après les persécutions dont sont victimes les fonctionnaires, après le procès de la C. G. T., il faut vraiment avoir du toupet !

Des petites saletés employées par Clemenceau, celle-là est la moindre qui consiste à impliquer dans un procès de presse, pour un même article, donc pour un même délit, ceux-là, seulement, des signataires qui sont au courant d'une organisation.

Cette petite canaillerie qu'un ministre de l'Empire n'eut pas commise, le citoyen Fournière l'affiche Liberté d'association ! Liberté de la Presse !

Le citoyen Fournière a la mémoire courte. Nous a-t-il, cependant, ressassé les infamies de l'Empire, les mouchards de l'Empire.

Quelle différence fait-il ? quelle différence y a-t-il entre les mouchards de l'Empire et les mouchards de la République, sinon que le mouchard était officiel sous l'Empire, connu ; il est officieux sous la République ?

Citoyen Fournière, qui digérez, qui palabrez, qui professez la « Démocratie », vos petits profits nous les connaissons, Vous vous souvenez vous-même des moyens que vous avez mis en œuvre pour les obtenir... Nous ne l'oublions pas, non plus.

Phraseur, sociologue éminent ! démocrate, la classe ouvrière, derrière vos phrases, peut voir les faits, derrière vos petits profits de votre politique, les meurtres, les passe-droits, les iniquités, Narbonne, Raon-l'Etape.

Derrière ce triomphe de votre République, le triomphe, oui — mais de la mouche républicaine.

LAFONTAINE.

LA POUTRE DU VOISIN

Les camarades ont lu le *post-scriptum* de la lettre de Lafargue, publiée la semaine dernière. Il confirme le propos tenu à Renaudel par lequel il essaie de nous montrer les agents choisis par le *Matin* pour mener une campagne contre le Parti.

Je ne reviendrai pas sur ce qu'a dit Pouget qui, avec raison, a noté le parfait accord proclamé ainsi par Lafargue, qui unit possibilistes, autrement dire millerandistes et guesdistes, dans une haine commune à l'égard de l'action autonome de la classe ouvrière.

Ainsi, Lafargue ose insinuer qu'entre les défenseurs de la bourgeoisie et nous, il y a une partie liée, qui fait de nous des subordonnés et des auxiliaires. Il admet l'existence d'une complicité, sans doute au nom de la « logique » qui caractérise si bien les guesdistes et qui a fait d'eux, en maintes circonstances, les alliés de l'antisémitisme et de la réaction. Lafargue est, certes, logique en nous supposant prêts à faire la besogne que lui et ses amis n'ont cessé d'accomplir depuis tant d'années.

Et, puisque Lafargue prétend que ce qu'il a dit est ce que beaucoup pensent tout bas, je prétendrai à mon tour que les affirmations qui vont suivre correspondent au sentiment qui anime pas mal de militants.

D'abord, je rappelle un point d'histoire. En 1896, une alliance électorale — qui, naturellement. aboutit — entre les amis de Lafargue et la réaction bourgeoise bordelaise. Pour des sièges municipaux, la plus monstrueuse des coalitions voyait le jour.

En 1902, lors des élections législatives, le Parti ouvrier français, par le canal de Deslinières et de Melgrani, recevaient de l'argent de la *Patrie Française* pour que le Parti présentât des candidatures partout où la Patrie Française avait chance de voir élire ses créatures.

Ces faits furent reconnus vrais tout récemment devant le tribunal de la Seine, lors du procès entre deux de ces messieurs et le journal *Le Matin*.

Un chroniqueur judiciaire avait, en informateur impartial, préparé ses notes relatant les déclarations faites par les témoins et les deux parties. Il se disposait à les porter à un journal du matin lorsque les socialistes « lutte de classe » Chauvin et Deslinières, lui demandèrent à voir les notes. Après les avoir soigneusement lues, ces messieurs voulurent supprimer les parties qui rapportaient l'aveu, fait par eux, d'avoir reçu de l'argent de la Patrie Française. Le chroniqueur refusa de donner un compte rendu tronqué et partial. Il entendait reproduire fidèlement les débats.

Les messieurs, guesdistes de leur état, se rendirent alors au journal et là ils obtinrent la suppression du passage révélateur.

* * *

En 1902 également, l'ami de Lafargue et l'enfant de Guesde, Zévaès, proposa à son groupe un marché avec les nationalistes, afin d'assurer sa réélection. Cette proposition était logique dans la bouche de son auteur, car les années précédentes avaient vu bien des entrevues entre des guesdistes, dont Zévaès était, et les hommes de *la Libre Parole* pour la prise en commun de la sôlution « lutte de classe. »

Melgrani, déjà cité, a été — il l'est peut-être encore — un racoleur du journal *l'Eclair*. Il fournissait les tuyaux et allait à la recherche de collaborateurs occasionnels sur des sujets donnés. A plusieurs reprises il me demanda de la copie et, comme je connaissais la cuisine Melgrani, je me gardai de fournir une seule ligne.

D'ailleurs, tous les membres du Conseil National du Parti savent que leurs délibérations étaient soigneusement apportées aux journaux bourgeois par des amis de Lafargue, tandis que *l'Humanité* était mise dans l'impossibilité de donner le moindre compte rendu..

J'ajoute que Guesde a collaboré au

Matin, que son concours donné au *Petit Sou* consistait à passer à la caisse à la fin de chaque mois, sans avoir fourni un seul article.

Je rappelle également que le *Petit Sou* n'eut pas de plus farouches adversaires que les guesdistes, ceux du Nord notamment. Il en est de même aujourd'hui pour *l'Humanité*. Dans le Pas-de-Calais et dans le Nord elle est boycottée.

Que *l'Humanité* publie le graphique de sa vente par départements et la preuve sera donnée de l'hostilité manifestée dans ces deux départements par les « socialistes » qui se nourrissent de la lecture du *Réveil du Nord*.

Faut-il, compagnon Lafargue, que j'allonge la série? Elle me paraît cependant suffisante pour montrer qu'avant de parler il convient de tourner sept fois sa langue dans la bouche.

Inutile de dire que la besogne faite en commun par les guesdistes et les nationalistes et autres était souterraine, cachée; elle s'accomplissait sous le masque de la « lutte de classe » en vertu d'un marché débattu, tandis que lorsque Pouget ou moi donnons de la copie à un organe bourgeois, elle est suivie de notre nom et chacun peut en juger.

Un dernier mot, citoyen Lafargue. Lorsque *l'Humanité* nous demanda de fournir de la copie, certains de vos amis, *hostiles au journal*, nous donnèrent indirectement le conseil de refuser. Nous acceptâmes cependant parce que nous considérions que la presse était une grande force, il pouvait être utile d'en disposer parfois. Nous ajoutions en réponse aux camarades qui voyaient dans notre acceptation une main-mise du parti, que l'offre venant de bien d'autres journaux eût reçu le même accueil.

Or, *le Matin* demande à des militants de temps à autre des articles sur une actualité intelligemment suivie, et ces militants acceptent de les fournir. Ils ne s'en cachent pas et un procès ne sera pas nécessaire pour le faire savoir au public. J'ose dire au citoyen Lafargue, au risque de scandaliser les *subventionnés* de la Patrie Française, que nous continuerons si nous le jugeons utile. Pour en apprécier, l'avis de Lafargue et de ses amis exige caution.

Au moment du Congrès de Nancy, *le Matin* a publié, il ne faut pas l'oublier, une interview de Guesde avec son portrait, dans laquelle l'attitude d'une fraction du Parti était fort malmenée.

En cette circonstance, si je raisonnais comme Lafargue, je dirais : il a fait le jeu du *Matin*, puisque ce journal et Guesde étaient d'accord pour flétrir « l'hervéisme » de Jaurès, Vaillant et Hervé.

V. GRIFFUELHES.

A NOS AMIS

Nous envoyons ce numéro à un certain nombre d'adresses de camarades. C'est pour les mettre à même de juger l'intérêt de notre organe et pour, en même temps, les inviter à y souscrire un abonnement.

L'abonnement est le moyen le meilleur d'assurer la base d'un organe comme le nôtre. Il évite cette grosse dépense qui saigne tous nos hebdomadaires révolutionnaires : procéder à un fort tirage pour une faible vente.

Nous espérons que tous ceux qui trouvent notre besogne excellente, nous aideront en envoyant sans retard le montant de leur abonnement à l'Administrateur de l'Action Directe, *122, quai Jemmapes, Paris (10e).*

Attitude à double face

Depuis 1895, la Fédération du Livre mène une propagande active pour l'adoption en France d'une marque syndicale, ou *label*, destinée à être apposée sur les produits manufacturés, pour indiquer aux acheteurs que ces objets ont été fabriqués par des ouvriers syndiqués, rétribués suivant le tarif des organisations ouvrières.

Dès 1897, sur la demande de la Fédération du Livre, la mention : « Travail exécuté par des ouvriers syndiqués » était imprimée au bas de différentes publications, et, en 1902, une vignette spéciale, dénommée définitivement *label*, remplaçait cette mention.

Les Congrès de la C. G. T. de Tours (1896), Toulouse (1897), Rennes (1898), Paris (1900), Marseille (1902) et Bourges (1904) approuvèrent des rapports présentés au nom de la Fédération du Livre et concluant à l'adoption du *label* par toutes les organisations ouvrières.

La campagne de la Fédération du Livre eut pour résultat : d'abord, l'adoption du *label* confédéral, qui sert à reconnaître les Syndicats confédérés; puis l'acceptation par un grand nombre d'imprimeurs du *label* typographique qui, à l'heure actuelle, est reproduit au bas de la plupart des journaux quotidiens et d'un grand nombre de circulaires, brochures, volumes, affiches, publications périodiques, etc.

Ce *label* a pris une telle extension que, dans sa dernière session, le Conseil supérieur du Travail, après avoir adopté un vœu demandant que les affiches contenant les lois sur l'hygiène et la sécurité ouvrière, la durée du travail, etc., soient remplacées par une brochure, ledit Conseil très supérieur décidait que :

« Cette brochure ne pourra être imprimée que par les maisons ayant le droit d'apposer la marque syndicale de la Fédération du Livre sur leurs travaux. »

Cette décision eut le don de faire jeter les hauts cris à la gent patronale, ce qui est tout naturel. Mais ce qui l'est moins, c'est que le délégué de la Fédération du Livre combattit cette proposition, ainsi qu'en témoigne l'extrait suivant du compte rendu du Conseil supérieur du Travail publié dans la *Typographie française* du 16 décembre 1907:

« *Obligé de reprendre la parole* pour affirmer *notre* opinion sur l'importance du rôle économique que remplit la marque syndicale, sur le devoir de l'Etat de faire exécuter ses travaux à des conditions normales, suivant les tarifs établis entre patrons et ouvriers, *j'ai* pourtant reconnu qu'il était impossible d'exiger de l'Etat qu'il fît une obligation absolue aux ouvriers d'être syndiqués ou d'appartenir à tel syndicat plutôt qu'à un autre; ce serait là une véritable atteinte à la liberté d'opinion que l'Etat ne peut commettre. Le Parlement, le Conseil d'Etat se prononceraient *inévitablement contre un tel abus de pouvoir*. Si des syndicats, des Fédérations se trouvaient en rivalité dans telle ou telle corporation par l'usage de *labels* différents, c'est à l'opinion publique de juger de quel côté doivent aller ses préférences.

« En soutenant cette thèse, conforme à la liberté syndicale la plus élémentaire, *je n'étais pas d'accord avec le rapporteur*, ni avec les autres collègues ouvriers. Néanmoins, lorsque le camarade *Paillot proposa* d'indiquer que la brochure « ne pourra être imprimée que par les maisons qui auront le droit d'apposer la marque syndicale de la Fédération du Livre dans leurs travaux », il m'était moralement *impossible de voter « contre »* l'usage de notre marque. Le vote sur cet alinéa n'a été obtenu que par les suffrages ouvriers. *Les patrons se sont abstenus.* »

On voit par ce qui précède qu'après avoir combattu la proposition, le délégué de la Fédération du Livre fut contraint de la voter, mais avec combien de regrets et surtout avec l'espérance que « le Parlement et le Conseil d'Etat se prononceraient inévitablement contre un tel abus de pouvoir ».

Que l'ouvrier Keufer pense ainsi, c'est son affaire; mais nous estimons que le délégué de la Fédération du Livre n'avait pas le droit d'exprimer une telle opinion sans en avoir tout au moins référé à ses mandataires. Il le reconnaît du reste lui-même, puisqu'il déclare implicitement que son mandat l'a obligé de voter la proposition.

Cependant, si cette attitude d'un délégué ouvrier est anormale, voici qui est de plus en plus fort, comme chez Nicolet.

Ainsi qu'il est dit dans la citation ci-dessus, c'est Paillot qui fit adopter le vœu relatif au *label*. Or, Paillot, en même temps que délégué des ouvriers prud'hommes au Conseil supérieur du Travail, est membre du Comité central de la Fédération du Livre.

Aussi avons-nous été étonné de lire dans la *Typographie française*, du 1er février, un article intitulé « Don Quichottisme patronal » et *signé du Comité central*, ce qui implique que Paillot y a collaboré, ou tout au moins qu'il en a approuvé les termes, à moins qu'on ait profité d'un moment où il était malade pour se servir de sa signature sans son autorisation, — et dans lequel on lit :

« Comme l'a fait remarquer Keufer, la victoire ouvrière obtenue au Conseil supérieur du Travail *est très anodine*, L'EXAGÉRATION MÊME DE SES DISPOSITIONS *assurait son inapplication*. Il était facile de prévoir qu'elle soulèverait de vives protestations, non seulement du côté patronal, mais aussi du côté des syndicats jaunes, catholiques, qui recueillent tous ceux qui sont rejetés de notre Syndicat pour sarrazinage. En droit strict, au nom même de la liberté individuelle, on conçoit que l'Etat ne peut se prononcer en faveur de telle ou telle doctrine syndicale et imposer l'adhésion à un Syndicat plutôt qu'à un autre. L'Etat, voulût-il sortir de cette doctrine libérale qu'il y serait vite ramené par le Conseil d'Etat, par les tribunaux compétents. Par conséquent, le vœu du Conseil supérieur *avait un caractère surtout platonique* et pas autre chose. »

En avouant aussi cyniquement que les vœux que *certains ouvriers proposent* et que d'autres adoptent la mort dans l'âme, sont simplement platoniques, on donne raison aux syndicalistes révolutionnaires qui affirment l'inutilité absolue du Conseil supérieur du Travail.

En tout cas, les syndiqués ouvriers qui ont voté pour ces délégués peuvent se vanter d'avoir des mandataires qui défendent leurs intérêts d'une manière bien peu efficace. Ces syndiqués penseront probablement que ce n'était vraiment pas la peine de faire tant de bruit autour du *label* et de citer à chaque instant l'exemple des Allemands, des Anglais et des Américains pour, le jour où le *label* pouvait être accepté *officiellement* par l'Etat, *comme en Amérique*, accumuler des raisons susceptibles d'en empêcher la reconnaissance officielle par l'Etat français.

Quant à nous, nous prétendons qu'il eût mieux valu ne pas déposer la proposition relative au *label* plutôt que de la combattre avec les arguments reproduits plus haut, qui sont des armes données bénévolement à nos adversaires, dont ont fait ainsi le jeu en adoptant une attitude à double face.

Jean MILITE.

FAITS ET IDÉES

Engagements bien tenus

« Il résulte des déclarations faites par les Compagnies houillères du Nord, que pendant le deuxième semestre de 1907, les salaires et les rendements moyens des ouvriers mineurs de ce département ont été les suivants :

« Salaire journalier moyen des ouvriers du fond, 5 fr. 75; salaire journalier moyen des ouvriers du jour, 3 fr. 88; salaire journalier de l'ensemble des ouvriers, 5 fr. 24.

« Production de charbon marchand par journée d'ouvrier du fond, 931 kilos; la production d'une tonne a, par suite, exigé 1 journée 041 de main-d'œuvre du fond.

« Quantité de charbon manipulé par journée d'ouvrier du jour, 2.533 kilos; la manipulation d'une tonne a par suite exigé 0 journée 395 de main-d'œuvre du jour.

« Salaire par tonne de charbon marchand : des ouvriers du fond, 5 fr. 98; des ouvriers du jour, 1 fr. 54. Total des salaires par tonne de charbon marchand, 7 fr. 52. »

5 fr. 75 pour les mineurs travaillant au fond!

Or, les Compagnies minières avaient promis, lors de la grève de 1906, un salaire moyen de 6 fr. 74 pour les mineurs du fond.

La fusion de 20 0/0 de la prime — sur 40 0/0 — dans le salaire de base de 4 fr. 80 portait ce salaire de base à 5 fr. 76.

A ce salaire de base s'ajoutait une prime de 17 0/0, ce qui donnait le salaire moyen de statistique de 6 fr. 74.

Les Compagnies ont donc volé 1 franc par journée de travail... sans compter leurs fabuleux profits.

Un vaste Creusot

C'est le bassin de Longwy! Nulle part ne s'affirme avec tant de maîtrise morale et matérielle la puissance patronale. Tout y sera bientôt la propriété des capitalistes. Depuis la conscience des juges de Nancy, jusqu'aux bâtisses des corons qu'on est en train de construire. Au moment où notre camarade Collongy, pour la réimpression dans le *Cri Populaire* d'un article de la *Guerre Sociale*, est condamné à deux années de prison, on annonce que le seigneur du Creusot *reconnaissant son royaume d'élection*, dresse ses tentes dans le bassin :

« La maison Schneider avait déjà acquis à Mars-la-Tour un terrain de 300 hectares pour construire des hauts fourneaux et des aciéries en Lorraine; elle vient de demander une autre concession de 1.080 hectares de mines de fer.

« Quant à l'édification des nouveaux établissements projetés, il y a tout lieu de supposer que le Creusot pourra y faire face avec les larges disponibilités dont il dispose et qu'il ne fera pas appel au crédit. Notre « grande firme nationale » a déjà posé un pied dans l'Est en prenant une participation importante dans la société de Wendel qui exploite à Joeuf une puissante usine. »

Défense patronale

Les propriétaires des mines des bassins houillers du Rhin et de la Westphalie ont formé une association pour la protection de leurs intérêts dans les questions ouvrières et dans le but d'indemniser ceux d'entre eux qui seraient atteints par des grèves.

D'après les statuts de cette Société d'assurance mutuelle contre les ruptures éventuelles du contrat de travail, les mines n'embaucheront aucun ouvrier venant d'une mine en grève ni pendant la durée de celle-ci, ni durant les trois mois qui suivront. Les mines s'engagent aussi à ne pas embaucher pendant six mois tout ouvrier qui aurait rompu son contrat de travail, et les ouvriers se trouvant dans cette situation, qui auraient été embauchés par erreur avant l'expiration de ce délai de six mois, doivent être congédiés.

Les mines verseront à la caisse de cette organisation, qui aura son centre à Essen, une contribution de un mark par tête d'ouvrier. En cas de grève, les mines faisant partie de l'association recevront une indemnité quotidienne de un marck par ouvrier ayant abandonné le travail, sauf le cas d'une grève générale à laquelle plus d'un tiers de tous les mineurs prendraient part.

Presque toutes les mines du Rhin et de la Westphalie ont déjà adhéré à cette association patronale.

Emprunts Russes

La bourgeoisie révolutionnaire de 1789 projetait de secouer les trônes de toute la vieille Europe et de promener à travers les pays le flambeau de la Liberté. Ses fils, l'autre semaine, larmoyaient sur le cercueil du tyran Carlos. Les semaines avant, ils fournissaient des fusils et des munitions aux policiers de Nicolas II de Russie. Ils vont rebiffer.

Nous apprenons que :

« Par suite d'un accord récent, l'émission d'un nouvel emprunt russe serait reculée au plus tôt à octobre 1908. Dans l'intervalle, le marché français serait ouvert au placement éventuel de l'emprunt de 240 millions du chemin de fer Nord du Donetz.

« D'autres opérations de moindre envergure, les emprunts des villes de Pétersbourg et de Moscou, sont actuellement en instance auprès des banques françaises. »

Le coup du chemin de fer a été fait déjà, il y a quelques mois, par notre Petit Père. Momentanément, c'est, paraît-il, le meilleur masque de l'emprunt par le gouvernement russe.

Les Mines de la Loire

La menace de grève dernière et les prétendues concessions ne paraissent pas avoir gêné beaucoup ces pauvres Compagnies.

Plusieurs d'entre elles annoncent déjà des dividendes supérieurs à ceux de l'exercice précédent, tout en déclarant que 1908 ne sera pas moins favorable.

« Les *Mines de la Loire* parlent de 14 fr. de dividende au lieu de 12 fr. 50 l'an dernier. *Montrambert* aurait l'intention de proposer 40 francs contre 38. *La Péronnière* distribuera probablement 28 francs au lieu de 25; étant donné le petit nombre d'actions de cette Société, l'augmentation pourrait être beaucoup plus forte, mais le conseil est toujours extrêmement prudent. Les *Houillères de Saint-Etienne* donneront probablement 25 francs au lieu de 21. Enfin, *Blanzy* pourrait porter son dividende de 60 fr. à 72. »

Ils sont d'accord!

L'Action Directe a déjà entretenu ses lecteurs des projets « généreux » de M. Charles Mildé. L'*Opinion* nous donne aujourd'hui l'opinion autorisée de Charles Dupuy, l'un des fameux auteurs des lois scélérates, et celle de Millerand, le non moins célèbre auteur des projets de lois sociales qui ont failli diviser la classe ouvrière. Voici cette consultation :

M. CHARLES DUPUY

« Si j'approuve le projet de M. Mildé? Mais comment ne pourrais-je pas l'approuver? Quel est l'objectif moral de tout gouvernement, de toute société policée? C'est de multiplier le nombre des bourgeois. Qu'est-ce qu'un bourgeois? Ce n'est pas un homme qui porte un pantalon d'un certain tissu ou un chapeau d'une certaine forme. Le bourgeois est un homme prévoyant. Ce qui a distingué, dans tous les temps, le prolétaire du bourgeois, c'est que le prolétaire est sans souci et qu'au contraire, le bourgeois a le souci du lendemain. Vous voyez que l'habit n'est pour rien dans la différence entre ces deux types d'homme. L'héritier d'une grande fortune qui la dissipe, et qui finit par tomber à charge aux siens ou à l'Assistance publique, n'est pas un bourgeois, malgré la somptuosité de son domicile et l'automobile qui l'attend à sa porte. Au contraire, le pauvre paysan d'Auvergne ou de Bretagne, l'humble terrassier, qui entassent les sous sur les sous, afin de se constituer une réserve, ces patients, ces modestes épargnistes sont des bourgeois; ils ont la prévoyance, qui est la caractéristique de la bourgeoisie, qui a fait les premiers bourgeois et qui continue à en faire chaque jour.

« M. Charles Mildé, en appliquant son projet, veut susciter ou entretenir le sentiment de la prévoyance chez les ouvriers. Les ouvriers associés du capitaliste, qui sauront qu'il dépend d'eux de devenir plus rapidement capitalistes à leur tour, c'est des bourgeois qu'il va en faire, non pas dans le sens rétrograde que les socialistes et les bohèmes donnent à ce mot, mais dans son sens social élevé. Il va faire naître en eux une vertu sociale supérieure. S'il réussit, s'il trouve des imitateurs, comme il est à souhaiter, nous verrons se développer dans le corps ouvrier des cellules saines dont l'influence neutralisera celle des cellules malsaines que sont les syndicats révolutionnaires.

« On ne saurait trop s'efforcer de faire une atmosphère de chaude sympathie autour des créations que va faire M. Charles Mildé. C'est un noble exemple qu'il donne à ses confrères, ce grand bourgeois.

M. MILLERAND

« Les articles de M. Mildé empruntent à la situation et à l'expérience de leur auteur une valeur toute particulière. L'idée d'où ils partent,, que le temps est fini du « patronat patriarcal », quels qu'en soient du reste les mérites au point de vue social, m'a toujours paru d'une absolue justesse.

« Quant à la combinaison préconisée, je ne me hasarderai pas à la juger au pied levé. Ce qui est certain, c'est qu'elle procède d'une conception judicieuse. Préparer l'accession des employés au rôle d'employeur, avec tous les avantages et toutes les charges qu'il implique, c'est favoriser le développement pacifique et régulier d'une évolution nécessaire.

« Votre bien dévoué,

« MILLERAND. »

Ils s'entendent comme larrons en foire!

ECHOS

La dernière de Rappoport.

Il y a des gens qui ont tous les toupets! Non content de s'être attiré les protestations officielles de la C.A.P. du Parti socialiste (S.F.I.O.) au sujet d'un article de la *Neue Zeit*, article contenant des appréciations ultra fantaisistes sur le mouvement français, le citoyen Charles Rappoport ne néglige rien pour se faire pardonner par ses amis guesdistes ses déviations réformistes d'antan.

A propos d'un récent article de Lagardelle dans l'*Action directe*, il écrit :

« Ils (les syndicalistes révolutionnaires) ont fabriqué de toutes pièces une véritable métaphysique syndicaliste, un mélange inextricable de bribes marxistes et proudhoniennes. Marx a prévu bien des choses, mais il n'a pas prévu sa réconciliation avec Proudhon, dont toute l'œuvre est la contre-partie idéaliste du matérialisme marxiste. »

Ce pauvre Rappoport! Oublie-t-il certains articles écrits en 1900 pour la *Revue socialiste* sur la conciliation de l'idéalisme de Kant et du matérialisme de Marx. Les discussions de l'illustre collaborateur de Rouanet qu'était alors Charles Rappoport avec le citoyen Lafargue, au sujet de la « saucisse en soi » sont encore dans toutes les mémoires!

Pauvre « saucisse en soi »!!!

L'odeur des sardines.

S'il faut en croire Ch. Bonnier, l'éminent syndicaliste en chambre qui voltige autour du mouvement syndical anglais, les camarades qui s'indignent de voir les boîtes à sardines du Nord et du Pas-de-Calais servir de rempart à Delesalle et à Basly seraient tous des ministériels et des anarchistes, incapables de se préoccuper de la formation de groupes et autres besognes de propagande.

Quel besoin ce professeur de latin d'université éprouve-t-il de rappeler à nos excellents camarades de la C. A. P. la mission d'enquête qui leur est confiée dans l'affaire des coopératives d'Armentières? Nos camarades de la Fédération du Nord devraient rappeler à Bonnier qu'il n'est pas bon de parler de corde dans la maison d'un pendu!

Tout de même, il est fantastique que des gens comme Bonnier — qui ont découvert des atomes de marxisme dans les œuvres de Spinoza — se croient qualifiés pour rappeler à la nécessaire besogne d'organisation et de propagande des militants comme Lauche ou comme Renaudel.

Il est vrai que quand on confond l'odeur de la jaunisse avec l'odeur des sardines...!

Un aveu!

M. Charles Mildé est un homme généreux. Du moins c'est lui qui le dit, ou qui se le fait dire, dans l'*Opinion*. Mais comme toute générosité bourgeoise, c'est une générosité à gros intérêt. Voici d'ailleurs l'opinion autorisée de son compère A. Ribot, ancien président du Conseil, membre de l'Académie Française, etc.

« M. Charles Mildé entreprend une œuvre parallèle à la nôtre, dont les ouvriers de l'industrie seront les premiers bénéficiaires *apparents*, mais dont le *profit définitif* sera pour la *paix sociale*. »

Parbleu! nous n'avons jamais dit autre chose. Et les ouvriers électriciens ont souligné l'an dernier la « générosité » de M. Mildé par un commentaire suffisamment énergique pour que les socialistes parlementaires les plus endurcis n'aient plus aujourd'hui d'illusions sur toutes les blagues de la paix sociale, — et la classe ouvrière non plus.

Folie flicarde.

On lisait hier dans un grand journal du matin ce fait-divers sensationnel concernant les actes subitement délirants d'un de nos plus grands Flics contemporains :

« On vient de s'apercevoir que le malheureux est devenu sinon fou, tout au moins..... complètement dérangé d'esprit. Il a arrêté cet après-midi, un rédacteur de journal, qui venait l'interviewer. Plusieurs personnes s'étant adressées à lui par téléphone, pour avoir des renseignements, il leur a déclaré sur un ton péremptoire : « Vous êtes arrêté! » Il a ensuite adressé à un autre journal une sorte de proclamation retentissante, disant que l'intérêt de sa patrie et sa conscience (?) le forçaient à donner sa démission.... »

Rassurez-vous, bonnes gens prompts à vous alarmer! Il ne s'agit pas de notre grand Clemenceau. La suite de l'article nous l'apprend :

« On est extrêmement ennuyé à Berlin, où le malheureux commissaire de police Muller est très connu, de cet accident imprévu, qui a donné matière à des scènes dignes de la plume de Courteline.

Candidature suspecte.

A l'unanimité moins 2 voix, le Conseil Fédéral de la Fédération de la Seine a refusé de ratifier la candidature du citoyen Seguelas dans le quartier d'Amérique. Cet attaché de « cabinet particulier » au Ministère du travail, successivement exclu du P. O. S. R. et du P. S. de F., avait trouvé des socialistes (?) pour l'aider à se refaire une virginité (électorale, s'entend) dans l'ancien fief d'Arthur Rozier.

La succession lui allait comme un gant!

On dit même qu'une campagne sournoise des « bons camarades » n'avait pas peu contribué à l'échec du père Camélinat.

Ce « dégueulasse » individu, comme disent les copains du XIXe, n'a pas réussi à illusionner le Conseil Féderal.

Décidément, ça se nettoie.

La science des bourgeois.

Du très bourgeois *Echo de Paris*, sous la signature de Paul Delay, à propos du Métropolitain.

« J'avais annoncé que pour pouvoir travailler dans les terrains très humides qui se trouvent entre la place Saint-Michel et le petit bras de la Seine, les services techniques avaient décidé de les congeler. Pour arriver à ce résultat, l'administration devait faire établir des trous de forage horizontaux et longs de 68 mètres, *dans lesquels serait versé l'ammoniac liquide* destiné à produire le refroidissement des terrains. »

C'est absurde. Ce n'est pas de l'ammoniac, mais des solutions salines refroidies par l'ammoniac qu'on verse dans les trous de sondage.

Verser de l'ammoniac dans des trous de 60 mètres de long! N'importe quel ouvrier de produits chimiques se tordra en lisant une telle idiotie.

Mais, soyez tranquille, cela n'empêchera pas l'*Echo de Paris* de continuer à proclamer par la plume des Barrès et des Franc Nohain que les bourgeois sont des gens supérieurs à qui incombe le soin de diriger la société et que les ouvriers sont des crétins bons uniquement à fournir la pâture aux bourgeois.

Ignorance et vanité, c'est toute la science des bourgeois!

Vieilles Barbes!

Après avoir défini le « sectaire », Nivet continue son métier d'ange gardien des définitions en donnant la formule du parfait révolutionnaire ».

« Les uns (les réformistes) servent d'excuse aux autres (les anarchistes), et ils s'entendent à merveille pour représenter comme des « vieilles barbes » ceux qui, *avant l'Unité*, SYMBOLISAIENT pour les travailleurs la « Révolution en marche. »

Hélas! hélas! ami Nivet, on ne saurait mieux dire que, *depuis l'Unité*, vos amis ont tout fait pour perdre aux yeux de la classe ouvrière ce rôle de SYMBOLE qui pouvait être leur seule utilité.

A qui la faute?

LES ÉMOTIONS D'UNE AME CANDIDE

Les guesdistes sont inimitables. Il est impossible de lutter contre eux; ces gens-là sont trop forts pour nous. Nos « adversaires et amis », comme dirait Dunois, ont une manière toute personnelle d'esquiver les questions embarrassantes, de solliciter les textes et d'oublier l'histoire. Et lorsqu'ils nous ont empêtrés de leur neutralité syndicale qui n'est pas neutre, et de leur fraternité socialiste qui n'est pas fraternelle, c'est nous qu'ils accusent d'avoir la plume méchante et l'esprit de travers...

Du moins a-t-on la ressource de ne garder que peu de ménagements avec des contradicteurs qui n'ont pas de scrupules. Mais avec la citoyenne Cambier! J'ai beau remplir mon encrier de toute la politesse révolutionnaire dont je suis capable, je n'arriverai jamais à me faire pardonner la modeste réponse que je dois à son anxiété. Lui répondre? j'ai peur de la contredire. Ne pas lui répondre? j'aurais l'air de la mépriser. Au risque d'attirer sur ma tête les foudres destinées à l'ensemble des syndicalistes, je réponds.

***

Permettez-moi d'abord, citoyenne, au cas peu probable où les lecteurs de l'*Action Directe* n'auraient pas lu dans le *Socialiste* votre estimable article, de répéter la question posée : « Peut-on, *de bonne foi*, être antiparlementaire et socialiste unifié? »

Et vous dites : « *Dans ma naïveté*, je croyais qu'on ne pouvait à la fois accepter le principe de la conquête du pouvoir politique, et être antiparlementaire ».

Prendrai-je la liberté de vous déclarer, citoyenne, que n'ayant pas l'habitude de suspecter, fût-ce par allusion, la bonne foi de mes contradicteurs, je n'aurai pas le mauvais goût de mettre en doute l'existence de cette naïveté dont vous faites l'aveu? Pourquoi faut-il seulement que cet aveu n'accompagne pas l'attitude modeste des gens désireux de s'instruire, et qu'après avoir posé une « simple question », vous vous empressiez d'y répondre, sur ce ton vif, tranchant, impérieux, qui suppose une autorité indiscutable?

Que dis-je, une réponse? c'est une sanction que vous proposez! Après la décision du Concile, l'appel au bras séculier contre les hérétiques! « On se demande à bon droit, ajoutez-vous, ce que font dans le Parti ces soi-disant socialistes antiparlementaires ». Un peu de courage, citoyenne, et puisque, selon votre formule, il faut jeter bas les masques, qu'est-ce que vous attendez pour demander notre exclusion du Parti?

***

Oserai-je m'élever, moi chétif, contre une proposition si désordonnée? Je sais bien qu'une politique brutale serait de nature à rassurer les esprits candides, je veux dire ces braves camarades chez qui le respect des formules l'emporte sur la compréhension des idées. J'ai déjà signalé dans le *Socialiste* la manœuvre qui consistait, sous le couvert de la FRATERNITÉ SOCIALISTE, à préparer les excommunications futures.

L'article de Ghesquière auquel je fais allusion, n'avait pas d'autre but; il s'agissait de faire figure unitaire aux yeux du prolétariat français et du socialisme international; il fallait paraître bénin et conciliant, dans l'instant précis où l'invisible chef d'orchestre que nous connaissons dirigeait contre nous tous les journaux guesdistes de province. Aujourd'hui, l'on recommence, et pour écarter la responsabilité d'une cassure, on crie au martyre et à la persécution. A qui espère-t-on donner le change?

La citoyenne Cambier m'objectera qu'elle ne nourrit pas contre nous d'aussi noirs desseins. Peut-être ces mâles projets sont-ils seulement le fait du bouillant Compère-Morel et de l'audacieux Verecque. Heureux Compère-Morel, heureux Verecque! Ils ne renâclent pas à l'ouvrage, mais ils voient la chose à distance! La citoyenne Cambier sait mieux apprécier les difficultés de l'entreprise. Elle songe que dans sa propre section elle aurait fort à faire pour exclure ceux qui ne pensent pas comme elle, et l'expérience d'Angèle Roussel à la section voisine lui confirme combien il est pénible d'acclimater, dans la Fédération de la Seine, un guesdisme trop brutal et trop encombrant.

* * *

Est-ce notre faute, après tout, citoyenne, si vous embrouillez les notions les plus diverses? Le pouvoir politique, dit Marx, n'est que l'oppression d'une classe par une autre: « c'est parce que la classe capitaliste dispose de l'Etat et de ses divers organes: armée, magistrature, police, administration, bureaucratie, qu'elle tient sous son joug la classe ouvrière. » Bracke vous l'apprend en ces termes, dans le numéro 12 du *Socialisme*, et l'on ne saurait mieux dire. Ceux qui sont familiarisés avec le marxisme n'ont jamais fait de confusion entre la *conquête du pouvoir*, c'est-à-dire la ruine de l'hégémonie politique de la bourgeoisie, et *la conquête des pouvoirs publics*, c'est-à-dire le parlementarisme. Notre ami Bruckère vous l'explique en trop bons termes dans le dernier numéro du *Socialiste*, pour que j'insiste sur ce point. Et si Bruckère vous est suspect, si le simple bon sens n'est point suffisant, je vous renvoie à l'étude du *Manifeste Communiste* et de la *Commune de Paris* : nous discuterons sur les textes.

Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de l'utilisation du pouvoir par la classe ouvrière triomphante. C'est là une question différente et fort obscure, sur laquelle toutes les hypothèses sont possibles : « Quant à la question de l'Etat futur, dit quelque part Marx dans la Lettre sur le Programme de Gotha, on aura beau accoler cent fois le mot « Peuple » et le mot « Etat », on n'aura pas fait avancer la question d'un saut de puce. » Les syndicalistes attendent la transformation économique de la société, non de l'intervention chimérique d'un Etat-providence, mais du libre développement des organisations ouvrières : à ce titre, ils veulent supprimer l'Etat, et non pas le conquérir.

Tranquillisez-vous cependant, citoyenne, et sachez à l'avenir mieux comprendre les principes et mieux interpréter les formules. Tous dans le Parti, nous sommes partisans de la conquête du pouvoir. C'est la conséquence de toute conception du socialisme fondée sur la lutte de classe. De même que nous opposons le droit ouvrier au droit bourgeois, nous voulons opposer la révolte prolétarienne à la force bourgeoise : « Droit contre droit : entre deux droits égaux, qui décide ? LA FORCE. » Et nous voilà bien loin du parlementarisme !

D'ailleurs, est-ce que tous les socialistes, sauf Millerand, ne nous ont pas plus ou moins frayé la voie qui conduit à l'antiparlementarisme ? Le parlementarisme pûr, c'est celui qui réside dans la conquête légale des majorités, sans à-coups et sans surprise. Et qui pense aujourd'hui que les bourgeois seront assez stupides pour ne pas violer leur propre légalité, si cette légalité les tue ? Lorsque Jaurès admet le recours à la grève générale, fait-il autre chose que proclamer l'insuffisance du parlementarisme? Et lorsque Guesde veut adjoindre « au suffrage qui commence » le renfort « du coup de force qui termine » (Cf. n° 2 du *Socialisme*) n'arrivera-t-il pas au même résultat ? Que devons-nous penser de ce parlementarisme qui tire sa force de conceptions aussi nettement antiparlementaires que l'insurrection ou la grève générale, sinon que c'est là une conquête du pouvoir qui n'est point du tout conquérante ?

* * *

Est-il besoin, maintenant, de montrer, citoyenne, que fidèles aux principes de notre vieux Parti, nous sommes non moins soucieux de l'observation de sa discipline ? Abstentionnistes, nous ? Comme vous nous connaissez mal ! Abstentionniste, Dormoy, qui s'occupe si résolument dans sa section du choix soigneux des candidats ? Abstentionniste, Bruckère, qui met tant de zèle à à chercher des candidats? ou Lafont qui est candidat lui-même ? Laissez donc vos amis du Nord écrire de pareilles choses, mais ne racontez pas çà à Paris !

Regrettez-vous notre impartialité bien connue dans l'empressement que nous mettons à critiquer nos élus? et faudrait-il, pour vous plaire, être sévère pour Breton, qui est du Cher, et tendre pour Delesalle, qui est du Nord ?

Serait-ce enfin notre manière de comprendre la tactique électorale, qui vous offusque ? Parmi les interprétations différentes qui ont cours dans le Parti, n'est-ce pas notre droit de choisir celle qui nous plaît ? Et que voulez-vous ? Nous avons dans la Seine de si mauvais exemples sous les yeux ! Je me rappelle une élection sénatoriale récente dont la conduite fut un véritable défi aux règles usitées en pareille matière, et, s'il est *anarchiste*, de raréfier ou de supprimer toute chance de succès électoral, je connais peu d'anarchistes qui n'eussent pas donné leur voix à la candidature du citoyen Cambier.

* * *

Excusez-moi, citoyenne. Si *l'esprit de fraternité* se trouve momentanément écarté de nos polémiques, mes explications un peu longues vous inviteront peut-être à penser que *l'esprit de prudence* n'en est pas nécessairement exclu : heureux si elles vous ôtent pour l'avenir la tentation de nous donner une aussi pauvre idée de votre doctrine que de votre politique !

H. BOULAY.

LAFARGUE CONTINUE!

La comparaison que fait le citoyen Paul Lafargue entre la *Alianza* espagnole, dont il se fit le dénonciateur, et une société secrète qui « existerait au sein de la Confédération, etc... » est aussi fausse qu'absurde.

Il faut tenir compte des différences de temps et de milieu. En Espagne, surtout vers 1872, les sociétés secrètes étaient communes; rares étaient les militants qui, outre leur adhésion à un groupement public, n'étaient pas affiliés à un groupe secret. Lafargue lui-même n'aida-t-il pas à en constituer un, les *Defensores de la Internacional*, qui recruta ses affiliés dans les sections de la *Alianza?*

Pour ce qui est de la *Alianza*, nul doute à ce sujet n'est possible : elle n'était constituée que d'éléments espagnols. C'est pour les besoins de la cause marxiste que Lafargue prétendit — et prétend encore — qu'elle prenait ses ordres d'un Comité directeur trônant en Suisse.

Ce qui est exact, c'est que, à son arrivée en Espagne, le citoyen Lafargue manœuvra pour changer l'orientation de la Fédération espagnole de l'Internationale. Il réussit à circonvenir quelques personnages, entre autres les rédacteurs de la *Emancipation;* ce furent lui et eux qui, — en chœur, — semèrent la zizanie et la division.

De telles manœuvres n'ont, d'ailleurs, rien qui étonne pour qui connaît les « guesdistes ». Le temps est-il donc si éloigné où on manœuvrait pour « s'emparer de la Confédération » ?

C'est parce que nous avons vu et voyons les guesdistes à l'œuvre que leurs manœuvres actuelles nous aident à comprendre les manœuvres passées.

Sur des faits aussi éloignés que ceux de la *Alianza*, forcément, des affirmations contraires s'entrechoquent. Or, n'est-il pas évident que si certaines de ces affirmations sont étayées sur des... inexactitudes formelles (soyons corrects), on est en droit de conclure que ces *inexactitudes* enlèvent toute valeur à l'argumentation qui s'appuie dessus ?

C'est le cas pour les dires du citoyen Lafargue.

A l'en croire, on le félicite presque pour sa dénonciation et celle de la *Emancipacion :* « L'indignation fut si grande, dit-il, ironiquement, que les sections de Madrid et d'Alcala me délèguèrent pour les représenter au Congrès de Saragosse... »

Seulement, *ce que Lafargue oublie de dire*, c'est que le Congrès de Saragosse se tint du 4 au 11 avril 1872. Or, comme sa dénonciation ne se produisit dans la *Liberté* de Bruxelles qu'à fin avril (numéros du 28 avril et 5 mai 1872) et celle dans la *Emancipacion* qu'en juillet 1872... on comprend facilement que le Congrès de Saragosse n'ait pu s'indigner contre lui.

Il en fut autrement, peu après, à Madrid et dans toutes les sections internationales d'Espagne.

A la suite de ses tristes agissements, — suscités par sa rancœur de voir ses manœuvres marxistes échouer, — Lafargue fut exclu de la section madrilène des métiers divers, exclusion que confirma la Fédération madrilène. Puis, après un manifeste flétrissant l'indigne manœuvre Lafarguiste, adressé à fin juillet par le Conseil fédéral à toutes les sections espagnoles, toutes celles d'entre elles au sein desquelles avait existé la société secrète dénoncée par Lafargue et ses séides déclarèrent que les membres de la *Alianza* avaient bien mérité de l'Internationale.

* * *

Toutes les hâbleries et dénégations de Lafargue n'aboliront pas cette tare de son passé.

Au surplus, il n'a jamais cessé d'être le fervent de la calomnie qu'il est encore.

Calomniateur il était quand, en 1873, dans la brochure *L'Alliance de la Démocratie socialiste*, etc., il écrivait :

« Les deux principaux correspondants alliancistes pour la France, Benoît Malon et Jules Guesde, qui connaissaient le développement rapide de notre Association (c'est à l'Internationale que fait allusion Lafargue) *essayèrent de la désorganiser au profit de l'Alliance... C'est au moment où il fallait avant tout une organisation quelconque que l'Alliance* PORTE SON AIDE A THIERS ET AUX RURAUX EN DÉCLARANT LA GUERRE A L'INTERNATIONALE... »

Calomniateur encore apparaît Lafargue quand, dans la même brochure, il accusait le citoyen Jules Guesde comme suit :

« A Montpellier (en 1872), *M. Guesde avait pour confident un nommé Paul Brousse, étudiant en médecine, qui tâchait de faire de la propagande alliancista dans tout l'Hérault, où Guesde avait rédigé les* Droits de l'Homme. *Peu de temps avant le Congrès de La Haye... le Comité méridional, section de Montpellier, résolut de demander au Congrès d'exclure Brousse de l'Internationale pour avoir* « agi déloyalement en provoquant une scission au cœur de la section ». *Son ami Guesde, dans une correspondance... à la* Liberté *de Bruxelles, dénonça cet attentat autoritaire contre Brousse et signala en toutes lettres comme l'instigateur, Calas, de Montpellier, tandis qu'il n'y désignait Brousse que par des initiales.* LA POLICE, MISE EN ÉVEIL PAR CETTE DÉNONCIATION, SURVEILLA CALAS, *et immédiatement après, saisit à la poste une lettre de Serailler à Calas, où on parlait beaucoup de Dentraygues de Toulouse. Le 21 décembre, Dentraygues était arrêté...*

Charmantes, les périphrases accusant Guesde! Pour sa justification, disons que le Dentraygues dont Lafargue l'accuse d'avoir provoqué l'arrestation, fut peu après, au cours d'un procès qui se déroula à Toulouse, reconnu pour être un mouchard à la solde du gouvernement. Mouchard aussi, de l'avis des citoyens Guesde et Brousse, le nommé Calas.

A l'époque, le citoyen Guesde était dur pour les amis de Lafargue. Il écrivait (de Rome), le 29 mars 1873 :

... Ce Dentraygues, sous prétexte d'affilier les ouvriers de notre Midi à l'Internationale, et GRACE AUX PLEINS POUVOIRS DE MARX, *rabattait le gibier socialiste dans les filets de la police thiériste.*

. . . . . .

Ce qui ressort du procès de Toulouse, ce n'est pas seulement le rôle infâme du fondé de pouvoirs de Marx et du Conseil général, MAIS LA CONDAMNATION DE L'ORGANISATION AUTORITAIRE DONT MARX ET LE COMITÉ GÉNÉRAL SONT LE SOUTIEN... LAISSEZ LA CLASSE OUVRIÈRE DANS CHAQUE PAYS S'ORGANISER ANARCHIQUEMENT, AU MIEUX DE SES INTÉRÊTS, *et les Dentraygues ne seront plus possibles.*

L'autonomie des sections, des Fédérations n'est pas seulement l'esprit de l'Internationale, mais sa sécurité...

Voilà ce qu'écrivait le citoyen Guesde en 1873...

Mais où sont les neiges d'antan?

Pour en revenir au citoyen Lafargue, les citations ci-dessus contre Guesde et Brousse aident à le comprendre... Quand on sait cela, on n'est nullement étonné de ses dénonciations d'Espagne.

La semaine dernière, c'est sur un disparu, Morago, qu'il jetait son venin : « Quelque temps après... », dit-il. A quel moment se situe ce « quelque temps après »? Morago fut délégué au Congrès de La Haye, en 1873, et aussi à ceux de Verviers et de Gand en 1877... J'ajoute que la condamnation dont parle Lafargue est, que je sache, ignorée des internationaux espagnols.

Qu'importe?

Dénoncer!... calomnier!... Lafargue s'en acquitte aussi naturellement que l'araignée tisse sa toile.

C'est un besoin chez lui! Et c'est à ce besoin qu'il obéissait en nous faisant calomnier, Griffuelhes et moi, par son Grados.

Emile POUGET.

P. S. — Le *Matin* a imprimé des interviews et des articles du citoyen Guesde, et le citoyen Lafargue ne s'en est pas ému, que je sache. C'est dire qu'en ce qui me concerne ses criailleries et ses « pudeurs » de châtelain ne m'émeuvront pas : chaque fois que me sera ouverte une tribune où, sans qu'on m'impose d'inacceptables conditions, j'aurai mon franc parler, je n'aurai garde de n'en pas user.

Mouvement International

ÉTATS-UNIS

Inconstitutionnel. — La presse ouvrière anglaise et américaine discute en ce moment une sentence de la Cour suprême des Etats-Unis déclarant inconstitutionnelle la loi du 1er juin 1898, votée par le Parlement et approuvée par le Président, et qui défend aux Compagnies de chemins de fer, engagées dans le commerce entre les différents Etats de l'Union, d'établir en matière d'embauche des distinctions entre les membres d'organisations ouvrières.

La Cour suprême, dans le cas soumis à sa décision, a jugé que William Adair, chef-mécanicien de la Louisville and Nashville Railroad C° avait le droit de congédier un employé, parce que celui-ci était membre d'une organisation ouvrière. C'est encore un des revers de l'action parlementaire ! Même dans les cas rares où le Pouvoir législatif intervient dans les relations entre ouvriers et patrons en faveur des premiers, le Pouvoir juridiciaire rend souvent illusoires les tentatives du législateur.

ALLEMAGNE

Un Social-Démocrate modèle. — La lutte dans l'Union libre des Syndicats allemands a eu pour conséquence une scission dans l'Union générale des Métallurgistes qui est affiliée à l'Union libre. Le Président des Métallurgistes était un certain Carl Wiesenthal, autrefois social-démocrate dissident, actuellement rentré en grâce auprès de l'organe central du Parti, le *Vorwaerts*.

Au VIIIe Congrès (Berlin), les métallurgistes étaient représentés par 12 délégués ; 9 d'entre eux ont voté contre la fusion avec les Unions centralistes ; 2 se sont abstenus, le Président seul a voté *pour* la fusion et en même temps pour la dissolution de la *Freie Vereinigung*. Le Congrès spécial des Métallurgistes (8-10 décembre) avait décidé autrement et les nouveaux statuts de l'Union des Métallurgistes contiennent une clause formulée ainsi : « L'Union est affiliée à la *Freie Vereinigung*, accepte son programme et les décisions de ses Congrès. » Wiesenthale a évidemment violé les statuts. Aussi a-t-il été destitué de ses fonctions par le Conseil de l'Union, dans sa réunion du 28 janvier. Mais il tient bon. Il s'est emparé de la caisse de l'Union. Il publie un organe particulier portant le même titre que celui de l'Union; puis comptant sur ses partisans, il a convoqué un Congrès et en dicte d'ores et déjà l'ordre du jour.

Ses camarades savent que, depuis longtemps, Carl Wilsenthal cherche à se pousser dans la politique. Il tâche de se rendre cher à son Parti et la place que les produits de sa plume prennent dans le *Vorwaerts* prouvent qu'on lui a donne toutes les garanties nécessaires de ce côté.

Bel exemple de socialisme autoritaire !

AUX CAMARADES

Les camarades qui achètent l'*Action directe* AU NUMÉRO pourront le demander dans les kiosques dont nous donnerons la liste. Nous donnons aujourd'hui celle des kiosques du Ve, XIIIe, XIVe, XVe, XVIIe et XVIIIe arrondissements.

Nous publierons la suite ultérieurement.

Baraque 86, boulevard de Port-Royal.
Papeterie, 66, boulevard de Port-Royal.
— 60, —
— 58, rue Claude-Bernard.
— 73, —
— 49, rue Gay-Lussac.
— 60, —
— 13, —
Kiosque, 84, boulevard Saint-Germain.
Librairie, 72, rue Claude-Bernard.
Baraque, 7, place d'Italie.
Papeterie, 41, rue Vandrezanne.
— 45, —
Baraque 64, avenue des Gobelins.
Librairie, 96, rue de la Glacière,
— 28, —
— 27, boulevard Arago.
— 17, rue Mouton-Duvernet.
— 92, avenue d'Orléans.
Kiosque, 5, avenue des Gobelins.
— 23, —
Librairie, 101, rue Monge.
— 111, —
— 60, —
— 18, rue de la Gaîté,
— 2, —
— 34, rue Delambre.
— 30 —
— 37, avenue de Montsouris.
— 151, rue d'Alésia.
— 20, rue Daguerre.
— 100, rue Lecourbe.
— 229, rue de Vaugirard.
— 253, —
— 240, —
— 20, rue de la Procession.
Baraque 128, boulevard de Grenelle.
Librairie, 2, boulevard de Garibaldi.
Journaux, 11, rue du Commerce.
Librairie, 48, — —
— 83, — —
— 86, rue Croix-Nivert.
— 69, rue des Entrepreneurs.
Librairie, 188, rue Cardinet.
Baraque 155, avenue de Clichy.
Librairie, 118, avenue de Clichy.
Kiosque 261, 18, rue de Rome.
— 304, 61, rue de Rome.
— 172, gare Saint-Lazare, cour de Rome.
— 127, place du Delta.
Librairie, 67, rue des Martyrs.
— 11, rue Ramey.
— 18, rue Ramey.
— 26, rue Ramey.
— 101, rue du Mont-Cenis.
Baraque 64, rue de Clignancourt.
Librairie, 51, rue Ramey.
— 55, boulevard Barbès.
— 2, rue Caplat.
— 25, rue Léon.
— 69, rue de Balagny.
— 57, avenue de Saint-Ouen.
— 29, avenue de Saint-Ouen.
— 102, avenue de Saint-Ouen.
— 144, avenue de Saint-Ouen.
— 3, rue Ravignan.
— 5, rue Ravignan.
— 13, rue Lepic.

L'Imprimeur-gérant : F. GRAUVOGEL.

Exécuté par une équipe d'ouvriers syndiqués

Imprimerie spéciale de l'*Action Directe*, 122, Quai Jemmapes.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LE RÉGIME

de la propriété des mines

« Depuis 1870 jusqu'en ces dernières années, la question de la propriété des mines n'avait pas été très sérieusement agitée dans les Parlements européens, à cause de son peu d'intérêt pratique. Dans la crainte de toucher à des droits acquis, on ne pouvait espérer légiférer que pour les mines non encore concédées; or, toutes les richesses minérales d'Europe, et notamment les richesses les plus importantes pour la vie d'une nation, les richesses houillères, semblaient être connues. Mais des recherches récentes faites au nord de cette grande lagune wesphalienne qui constitue le bassin houiller franco-allemand-belge, faisaient découvrir en Westphalie, en Hollande et en Belgique de nouveaux gisements de charbon... La question de la propriété des mines reprenait dès lors de l'intérêt; aussi amena-t-elle des débats parlementaires souvent fort importants dans les trois pays précités... C'est pourquoi, à un moment où la découverte du bassin houiller de la Lorraine va peut-être mettre en demeure le Parlement francais de modifier profondément la loi de 1810, il nous a semblé intéressant d'établir ce qui venait d'être fait ou ce que l'on était en train de faire ailleurs. »

Il est évident qu'en écrivant ces lignes dans l'Introduction de son étude sur le *Régime légal de la propriété des mines en Prusse, Belgique et Hollande*, notre ami Louzon avait encore des illusions sur la vivacité d'esprit de nos parlementaires français. Et Merrheim a signalé comme il convient le caractère *rétrospectif* des regrets formulés à ce sujet dans l'*Humanité* par le citoyen A. Thomas.

Faut-il déplorer cette inaction et cette ignorance des députés socialistes dans ces questions d'intérêts économiques, ou seulement la constater? La vérité est que ces questions, comme tout ce qui touche la pratique, sont infiniment complexes. Et même pour la classe ouvrière, qui, au nom d'un *égoïsme de classe* dénué de tous scrupules, doit envisager les problèmes dans un sens unilatéral et révolutionnaire, les solutions ne sont pas simples. Aussi ne doit-on pas s'étonner que des socialistes parlementaires n'aient point apporté de solution : mais il est nécessaire de poser la question et l'on doit regretter qu'elle n'ait point été posée.

Sous une double forme, économique et politique, la question de l'extension de la propriété nationale se pose, en effet, et se posera de plus en plus, pour la classe ouvrière, comme un dilemne redoutable.

D'une part, au point de vue du développement de la technique, ne doit-on pas favoriser l'audace de l'industrie privée, qui révolutionne sans cesse les modes de production, bien qu'elle broie sans pitié le prolétariat par des crises de chômage et par l'excès de l'exploitation? Ou doit-on développer les industries d'Etat, plus routinières, plus prudentes, mais aussi moins âpres au gain et donnant au travailleur plus de sécurité et de garanties?

D'autre part, au moment où le droit syndical des fonctionnaires subit la rude atteinte que l'on sait, faut-il accroître les prérogatives de l'Etat, du Moloch? Ou bien pour éviter que l'augmentation d'un personnel de fonctionnaires placé sous un joug vigoureux vienne couper définitivement en deux le prolétariat, faut-il consentir à apparaître comme les défenseurs des grandes Compagnies et de leurs exorbitants privilèges?

A cette double question, les données de l'expérience peuvent mieux répondre que les raisonnements les mieux établis. Qui sait même si l'expérience d'une époque et d'un pays peut permettre de conclure pour d'autres lieux et d'autres circonstances? Cherchant à dégager quelques-uns des éléments du problème, à propos de l'exploitation par l'Etat hollandais d'une partie du bassin du Limbourg, Louzon faisait les observations suivantes qui ne satisferont pas sans doute les esprits absolus et les amateurs de solutions toutes faites :

« ...Il semble bien que cette exploitation de l'Etat hollandais met en lumière la différence essentielle qui distingue les entreprises de l'Etat des entreprises des particuliers : les premières sont conduites d'une façon scientifique; les secondes d'une manière empirique. Ce que l'Etat recherche avant tout dans ses entreprises industrielles, c'est la sécurité et un bon rendement; il n'a pas besoin de réaliser des bénéfices considérables, mais il se refuse à courir la chance de subir de grosses pertes; il n'est pas pressé de jouir des richesses dont il a la disposition; il a l'éternité devant lui, mais il demande que le bénéfice total soit le plus grand possible. Le particulier, au contraire, cherche les gros bénéfices et les bénéfices immédiats; il lui importe peu de produire économiquement s'il produit beaucoup. « Qu'importe de perdre du métal si à cette condition on peut produire davantage », dit en substance, dans son *Traité de Métallurgie*, l'un des auteurs classiques de l'Amérique, le pays où les caractères de l'industrie privée sont les plus tranchés (1).

«..... Or ces résultats que demande à l'industrie le capitaliste privé ne peuvent être obtenus que par l'empirisme, de même que ceux que demande l'Etat, ne peuvent l'être que par la pratique des méthodes scientifiques. L'empirisme seul donne des résultats immédiats, car la science est une chose longue et difficile; seul il peut donner des résultats considérables, car n'étant que fort peu guidé par les règles de la raison, ne se servant pas du connu pour aller progressivement à l'inconnu, il peut d'un bond atteindre des procédés qui ne sont pas de simples perfectionnements mais de véritables révolutions. Il est donc logique que l'empirisme soit ce qui tende à dominer dans l'industrie privée, que les méthodes scientifiques soient ce qui tende à dominer dans les services de l'Etat..... »

« ... Le capitalisme a été grand parce qu'il a eu à sa tête une classe hardie et indépendante qui, sans souci des désastres qu'elle semait aussi bien dans son sein, qu'en dehors d'elle, est allée toujours de l'avant. L'erreur des théoriciens et des apologistes de notre époque, a été de croire que cela durerait toujours; ils ont négligé de voir qu'à mesure que le capitalisme grandissait, il créait, selon la forte expression du Manifeste communiste, « ses propres fossoyeurs ». Un beau jour, le prolétariat s'est trouvé de force à lutter contre la bourgeoisie non plus seulement pour conquérir des améliorations à son sort, mais pour lui disputer la direction même de la société, c'est-à-dire le pouvoir politique. La lutte des classes est un fait indiscutable, fait redoutable aux privilégiés. *Pour parer aux conséquences désastreuses de cette lutte, il se dessine sous les aspects de l'interventionisme et du socialisme d'Etat, un mouvement qui tend à supprimer cette guerre du prolétariat et de la bourgeoisie, en absorbant les deux ennemis au sein d'une troisième classe, la classe des fonctionnaires.* C'est là un nouveau Tiers-Etat, recruté à la fois parmi les bourgeois vaincus dans la dure lutte de la concurrence et qui ne veulent pas déchoir dans le prolétariat, et parmi les fils d'ouvriers ou de paysans que l'instruction primaire dispensée largement incite à s'évader de leur classe; c'est là la classe tampon, qui est la classe médiatrice toujours, arbitre souvent dans le conflit des autres classes. La nationalisation des mines est un signe de cette évolution.....

«..... Si les efforts de l'Etat réussissent, si ce tiers-ordre arrive à se constituer en un groupe bien homogène, si on peut arriver à mettre en œuvre les moyens de production modernes avec cette nouvelle classe moyenne où une médiocrité plus ou moins dorée étant la règle générale, aucun antagonisme sérieux ne saurait naître, peut-être peut-on redouter une décadence prochaine. Quelques qualités de mesure, de prudence scientifique que puisse présenter l'exploitation de l'Etat, il est à craindre que, privée d'une part de la hardiesse créatrice, des coups de génie de l'empirisme, attributs d'une classe capitaliste forte et indépendante, privée d'autre part des ressources d'énergie et de travail que peut fournir une classe ouvrière entièrement dépendante, la civilisation européenne ne soit menacée de déchéance.

« Il faut espérer en une scission des divers éléments de cette nouvelles classe, en la formation d'antagonismes nouveaux, qui permettront la création de nouvelle couches révolutionnaires. Peut-être celles-ci, en renversant définitivement les rapports juridiques actuels amèneront-elles une ère nouvelle pour le monde: la pénétration du syndicalisme révolutionnaire dans les entreprises de l'Etat est la sauvegarde du progrès. »

A. G.

(1) Peters, *Modern Copper Smelting*, p. 234.

Contre le Brigandage Marocain

DÉCLARATIONS DE Gustave HERVÉ

aux Assises de la Seine

(Décembre 1907)

UNE FORTE BROCHURE DE 50 PAGES

15 Centimes l'exemplaire, franco 20 centimes
Le Cent : 9 francs, franco 9 fr. 60

IL FAUT LIRE & RÉPANDRE CETTE BROCHURE

EN VENTE :
A la *Guerre Sociale*, 121, Rue Montmartre — Paris

Bibliothèque du « Mouvement Socialiste »

La **Bibliothèque du Mouvement Socialiste** *a pour but de compléter l'œuvre d'information ouvrière et de discussion socialiste que poursuit la Revue.*

Elle paraît en fascicules de 64 pages au moins et du prix de **0** *fr.* **60**. *Elle comprend des études descriptives, historiques, documentaires, théoriques, critiques, biographiques, etc.*

Par son format commode et son prix minime, elle s'adresse surtout à ceux qui n'ont pas la possibilité d'aborder les gros travaux ou de rechercher les études particulières sur le mouvement social.

I. Syndicalisme et Socialisme

Avant-propos, par Hubert Lagardelle. — I. Le Syndicalisme et le Socialisme en Italie, par Arturo Labriola. — II. Le Syndicalisme et le Socialisme en Allemagne, par Robert Michels. — III. Le Syndicalisme et le Socialisme en Russie, par Boris Kritchewsky. — IV. Le Syndicalisme et le Socialisme en France, par Hubert Lagardelle. — V. Les caractères du Syndicalisme français, par Victor Griffuelhes. — Appendice : Anarchisme et Syndicalisme, par Hubert Lagardelle.. **0 fr. 60**

II. La Confédération générale du Travail

Par **Emile Pouget**

I. L'Organisation. — I. Les Syndicats; II. Les Fédérations de Syndicats; III. L'organisme confédéral. — **II. La Tactique.** — I. L'Action directe; II. La Grève; III. Le Boycottage, le Label, le Sabotage. — **III. Les Résultats.** — I. Les Grèves; II. Les conditions du Travail; III. Le 1er mai 1906 et les huit heures..... **0 fr. 60**

III. La Décomposition du Marxisme

Par **Georges Sorel**

Avant-propos. — I. Formation des utopies. — Passage aux réformes sociales avant 1848. — Ascension des ouvriers à la petite bourgeoisie par l'association de production et par le trade-unionisme. — La paix sociale dans Vidal et dans Considérant. — II. Lutte des pauvres contre les riches. — Les blanquistes. — Intervention des partis. — L'Etat populaire et ses *machines*. — Souvenirs de la Révolution : identification établie entre le régime féodal et le capitalisme. — Ascension du prolétariat à la bourgeoisie par l'autorité. — III. Dualisme dans le *Manifeste communiste;* mesures révolutionnaires et théories voisines de celles des utopistes. — Crainte qu'éprouvait Bernstein au sujet de la capacité politique de la Social-Démocratie. — Abandon du marxisme par les politiciens. — IV. Différences entre Marx et les utopistes. — Pas de critique juridique de la propriété privée. — Sophismes de Thompson et de Pecqueur. — Organisation de la production réalisée par le capitalisme. — Régularisation des salaires par l'équilibre économique. — Travail futur fondé sur les usages légués par le capitalisme. — V. Ce qu'il y a d'essentiel dans les notions révolutionnaires de Marx : idée de classe. — Théorie ancienne de la destruction de l'Etat. — Les Intellectuels. — Analogie de la révolution blanquiste et de la théorie hégélienne, d'après Bernstein; leurs différences. — Les mythes sociaux.—VI.Renaissance de l'idée révolutionnaire : rôle de Pelloutier. — Réaction du Syndicalisme sur les marxistes. — Epuration du marxisme. — Grève générale. — La démocratie et le trade-unionisme. — Impossibilité de prévoir l'avenir. — Les renaissances..... **0 fr. 60**

IV. L'Action Syndicaliste

Par **V. Griffuelhes**

Avant-propos. — **I. Le Syndicalisme.** — I. La question sociale. — II. Les deux méthodes : lutte ou conciliation. — III. L'organisation autonome de la classe ouvrière. — IV. Danger et stérilité des institutions gouvernementales. — V. Les grèves. — VI, L'action directe. — VII. Conclusion. — **II. La Grève générale.** — I. La Grève générale et ses adversaires socialistes. — II. La Grève générale et le mouvement syndical. — La portée de la Grève générale. — IV. La Grève générale et la pratique. — **III. Le Patriotisme.** — I. Les diverses conceptions de la patrie. — II. — La Patrie et les libertés politiques. — III. La Patrie et la classe ouvrière. — **IV. Les Syndicats et le Parti Socialiste.** — I. Les Guesdistes et l'action syndicale. — II. Avant le Congrès d'Amiens. — III. La motion du Congrès d'Amiens. — IV. L'indépendance des Syndicats. — **V. L'Internationale Syndicale.** — I. Le Syndicalisme français et l'Internationale syndicale. — II. Les Conférences syndicales internationales. — III. Les contradictions de la Conférence de Christiana. — IV. L'attitude des Syndicats français. — V. La liberté des tendances..... **0 60**

V. Le Parti Socialiste et la Confédération du Travail

Discussion par **Jules Guesde, Hubert Lagardelle, Edouard Vaillant**

I. Introduction historique, par Hubert Lagardelle. II. Discours au Congrès de Nancy, d'après le compte rendu sténographique officiel, de Hubert Lagardelle, Jules Guesde et Edouard Vaillant. Prix..... **0 60**

Ce que coûte un Jaune !

Il y a quelque temps un nommé Gauthier qui fut collaborateur de Biétry venait offrir à *La Voix du Peuple* une quantité de volumes d'un ouvrage publié par lui sur les agissements des Jaunes.

Après avoir parcouru l'ouvrage nous acceptâmes l'offre et nous nous sommes rendus acquéreurs d'un certain nombre que nous mettons en vente au prix ci-dessous indiqué.

Ce livre contient des documents qui sont la reproduction photographique de lettres qui démontrent que les jaunes touchent de l'argent du patronat dans leur besogne antiouvrière. La preuve en est donnée par le livre dont le titre est :

Le Clergé, les Royalistes et les Jaunes

En mettant à la disposition des camarades cet ouvrage, nous n'entendons pas faire nôtres certaines idées émises par l'auteur. Nous ne voulons retenir de ce livre que ce qui peut être utilisé pour notre propagande.

Or, les documents, les renseignements, les anecdotes y abondent; c'est un excellent outil entre les mains des militants. Lorsqu'ils se trouveront placés en présence de jaunes, ils pourront, avec preuves à l'appui, montrer leur rôle néfaste et les démasquer devant les travailleurs.

Voici les conditions de vente :

L'exemplaire : **0** fr. **75** ; *par la poste :* **0** fr. **90**.

Les 50 exemplaires : **35** francs: *avec les frais de port :* **37** francs.

Les 100 exemplaires : **60** francs; *avec les frais de port :* **64** francs.

Nous invitons les camarades et les organisations qui en désirent de nous adresser le montant de leur commande le plus tôt possible, la quantité que nous possédons étant restreinte.

Adresser les commandes avec le montant à Vignaud, 33, rue Grange-aux-Belles.

La "Voix du Peuple"

ORGANE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

PARAISSANT LE DIMANCHE

Bureaux : 33, Rue Grange-aux-Belles, PARIS-X^e^

LE NUMÉRO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS :

France	Un an : **6** francs	Trois mois : **3** fr. **50**	Trois mois : **1** fr. **50**
Etranger. . . .	— **8** —	— **4** francs	— **2** francs

Le "MOUVEMENT SOCIALISTE"

Revue Mensuelle Internationale

DIRECTEUR : HUBERT LAGARDELLE

Éditeur : Marcel RIVIÈRE, 30, rue Jacob, Paris-6^e^

LE NUMÉRO : 1 fr. 50

ABONNEMENTS :

France : Un an, **12** francs ; six mois, **6** francs. – Etranger : Un an, **15** francs ; six mois, **8** francs

BROCHURES & LIVRES

Adresser toutes les demandes de librairie à la PUBLICATION SOCIALE, 46, rue Monsieur-le-Prince, PARIS (6e)

SYNDICALISME

La Confédération générale du Travail, (Paul Delesalle)..... 0 15
Les deux méthodes du Syndicalisme (Paul Delesalle)..... 0 15
Grève générale réformiste et Grève générale Révolutionnaire..... 0 15
Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris (Paul Delesalle)..... 0 15
Aux travailleurs. — La Grève! (Paul Delesalle)..... 0 20
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière (Nettlau)..... 0 15
Les Anarchistes et les Syndicats (Groupe E. S. R. I.)..... 0 15
Aux Ouvriers Métallurgistes (Union fédérale de la Métallurgie)..... 0 15
Le Machinisme (Jean Grave)..... 0 15
Les Bases du Syndicalisme (E. Pouget). 0 15
Le Syndicat (E. Pouget)..... 0 15
Le Parti du Travail (E. Pouget)..... 0 15
Le Parlementarisme et la Grève générale (Friedberg)..... 0 15
Travail et Surmenage (M. Pierrot)..... 0 20
Syndicalisme et Révolution (M. Pierrot).
Les 8 heures dans le Bâtiment, édition de la Confédération..... 0 15
Les 8 heures chez les blanchisseurs, édition de la Confédération..... 0 15
Les Accidents du travail, lois et commentaires (Quillent)..... 0 20
Empoisonneurs et empoisonnés (M. Dreyfus)..... 0 15
Les Rouges et les Jaunes, édition de l'Union des Syndicats de la Seine..... 0 15
Rouges et Jaunes (Henriot)..... 0 15
La Tuberculose, mal de misère (Dubéros)..... 0 10
Politique et Syndicats (Karl Kautsky)... 0 75
La Grève Générale et le Socialisme (Hubert Lagardelle)..... 3 »
Essais sur le Mouvement Ouvrier en France (Daniel Halévy), 1 vol. in-18 de 300 pages..... 3 »
La Grève Générale politique (R. Grunn). 0 25
La Grève Générale (Aristide Briand)..... 0 15
Syndicats et Parti..... 0 30
La Commandite égalitaire généralisée (Frontier)..... 0 15
Au lendemain de la Grève générale (E. Girault)..... 0 25
Vers le bonheur, causerie syndicale (S. Faure)..... 0 15
Qu'avons-nous obtenu le 1er Mai 1895? (Pronier)..... 0 15
Histoire des Bourses du Travail (Pelloutier)..... 2 25
La Vie ouvrière en France (Pelloutier).. 2 50

ANTIMILITARISME

Le Manuel du Soldat..... 0 10
L'Antipatriotisme (G. Hervé)..... 0 15
Patriotisme et Bourgeoisie (P. Lafargue). 0 10
Guerre, Patrie, Caserne (Ch. Albert)..... 0 15
L'Ouvrier et la Patrie (M. Sembat)..... 0 15
Le Militarisme (D. Nieuwenhuis)..... 0 15
Neuf ans sous la Chiourme militaire (Goubert)..... 0 30
Le Mensonge patriotique (Merle)..... 0 15
Lettres d'un Pioupiou (F. Henry)..... 0 15
Lettre d'un Paysan (Loquier)..... 0 15
Aux Conscrits (V. Méric)..... 0 15
Le Patriotisme (par un bourgeois)..... 0 15
La Colonisation (Grave)..... 0 15
Le Socialisme et la Guerre..... 0 15
Le Catéchisme du soldat (M. Charnay)... 0 25
L'Idole Patrie (Lorulot)..... 0 15
L'Armée aux Grèves (lieutenant Z.)..... 1 »
Leur Patrie (G. Hervé), vol..... 2 75
La Guerre et l'Homme (P. Lacombe), vol. 3 »
La Guerre et la Paix (L. Tolstoï), 3 vol. à 2 »
Le Livre d'or des Officiers (L. Chapoutot), vol. à 3.50, net..... 1 25
Enquête sur l'idée de Patrie et la classe ouvrière, 4 num. doubles du **Mouvement Socialiste**..... 5 »
L'Antimilitarisme et la Paix (U. Gohier). 1 »
Guerre, Militarisme, préface de J. Grave. 2 25
Patriotisme, Colonisation, préface d'Elisée Reclus..... 2 25
Sous-Off (Lucien Descaves)..... 2 75

PROPAGANDE PAYSANNE

Manuel du Paysan, Confédération du T. 0 15
A mon frère le Paysan (Elisée Reclus). 0 10
Entre Paysans (Malatesta)..... 0 15
Lettre à un paysan (Loquier)..... 0 15
Le Socialisme aux Champs (Compère-Morel)..... 0 15
L'Exploitation agricole et le Socialisme (Compère-Morel)..... 0 15
Propos d'un rural (Compère-Morel)..... 0 15
Le Catéchisme du Campagnard (Hamboursin)..... 0 15
La Question agraire en Belgique (Vandervelde)..... 2 75
Socialisme et Agriculture (Gatti)..... 3 »
Aux Travailleurs des Champs (Malato). 0 15

LÉGISLATION OUVRIÈRE

Les Accidents du travail (Quillent) 0 20
Le cent..... 10 85
Les Lois ouvrières (Paul Louis)..... 0 75
Loi sur le Repos hebdomadaire. Affiche sur papier fort 60 × 40..... 0 25
Règlementation du Travail. Lois, décrets, Arrêtés; in-8 de 110 pages franco 0 75
Recueil des Lois ouvrières. Edition de l'Union des Syndicats ..... 1 »
Loi sur la Liberté de réunion..... 0 50
Loi sur les Accidents du travail (texte). 0 50
Loi sur l'Assistance aux vieillards..... 0 50
Loi sur l'Hygiène du Travail 0 50
Loi sur les Sociétés de Secours mutuels. 0 50
Loi sur les Syndicats professionnels.... 0 50
Les Jugements du Président Magnaud. Le droit ouvrier..... 2 »

Et tous les textes de lois quels qu'ils soient.

ANTICLÉRICALISME

Réponse aux Paroles d'une Croyante (Sébastien Faure)..... 0 20
Les Crimes de Dieu (Sébastien Faure)... 0 20
Le Prêtre dans l'Histoire de l'Humanité (Roméo Manzoni)..... 1 »
La Sorcellerie chrétienne (N. Simon)... 0 35
La Libre pensée (Bouglé)..... 0 30
De l'Exploitation des dogmes par le clergé (N. Simon) 0 40
Science et Divinité (Tresfaut), l'exempl. 0 10
Le cent..... 4 »
La Peste religieuse (J. Most), l'exempl.... 0 10
Le cent..... 4 60
Le Procès du Chevalier de la Barre, l'ex. 0 10
Le cent..... 4 60
L'Anarchie et l'Eglise (Élisée Reclus).... 0 15
Non ! Dieu n'est pas ? (Curé Meslier)... 0 15
Monita Secreta (Secrets des Jésuites).... 0 35
Le Christ au Vatican (Poésie)..... 0 30

PRÉSERVATION SEXUELLE

Coupe du bassin de la femme et objets de préservation (lithographie)..... 0 20
Libre Amour, libre Maternité (P. Robin). 0 15
Population, Prudence procréatrice (Paul Robin)..... 0 15
Le Néo-Malthusianisme (Paul Robin).... 0 15
Contre la nature (Paul Robin)..... 0 15
Malthus et les Néo-Malthusiens (P. Robin) 0 15
Dégénérescence de l'espèce humaine (Paul Robin)..... 0 15
Le Livre des Mères (Lucy Schmidt)..... 0 35
Le Problème de la Population (Sébastien Faure)..... 0 20
Controverse sur le Néo-Malthusianisme, Dr E. Javal et Paul Robin 0 25
Rapports aux Congrès : Ouvrier de Marseille, Libertaire de Paris, Corporatif de Bourges, Antimilitariste d'Amsterdam, Libre-Pensée de Paris, etc..... 0 30
Moyens d'éviter les grandes Familles, traduction de la brochure publiée par la Ligue Néo-Malthusienne Néerlandaise.. 0 35
La Préservation Sexuelle (Dr A.-B. de Liptay..... 0 75
Génération consciente (Franck Sutor).... 0 75